

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Namen, 18 november 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34034]

18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie VIII de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement en vue d'accorder la qualité d'agent de police judiciaire à certains agents de l'organisme payeur et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Gouvernement wallon,

Vu la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, article D.140, §1^{er};

Vu le Code Wallon de l'Agriculture, article D.252;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, articles R.87 et R.93^{quater}, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1 décembre 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2020, relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 août 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 septembre 2021;

Vu le rapport du 30 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 70.139/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'érection de l'organisme payeur en service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, adoptée par voie décrétable en date du 8 juillet 2021;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant sur la gestion et les missions de l'organisme payeur;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôles et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2021;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la poursuite des compétences de recherche et de constat des infractions aux dispositions du Code wallon de l'Agriculture et à ses arrêtés d'exécution reconnues aux agents précédemment affectés à la direction des contrôles du Département de la Police et des Contrôles du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui sont dorénavant affectés à la Direction du Contrôle agricole de l'organisme payeur;

Considérant que pour éviter toute controverse quant à la compétence des agents de l'organisme payeur et des agents du Département de la police et des contrôles, il apparaît nécessaire de confirmer leurs compétences et d'agir en qualité d'agents de police judiciaire pour toutes les matières relevant de la compétence directe et primaire de l'organisme payeur;

Considérant que le présent arrêté du Gouvernement wallon procède également, à des fins de pure cohérence, à la modification de l'article 41, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article R.87 de la partie VIII de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2019, il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les agents de la Direction du Contrôle agricole de l'organisme payeur visé à l'article 3, 2^o, du Code wallon de l'Agriculture recherchent et constatent les infractions aux dispositions prévues à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 2. L'article R.93*quater* du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est abrogé.

Art. 3. Il est inséré un nouvel article 93*quinquies*, rédigé comme suit :

« Les agents de l'organisme payeur visé à l'article 3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture sont chargés de rechercher et de constater les infractions visées à l'article D.396, 3°, du Code wallon de l'Agriculture. ».

Art. 4. A l'article 41, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les mots « Direction des Contrôles du Département de la Police et des Contrôles de l'administration au sens de l'article D.3, 3° du Code » sont remplacés par les mots « Direction du Contrôle agricole de l'organisme payeur visé à l'article 3, 25°, du code wallon de l'Agriculture ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions et le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 novembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/34034]

18. NOVEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung von Teil VIII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, um bestimmten Bediensteten der Zahlstelle die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten zu verleihen, und zur Änderung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.140 § 1;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.252;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel R.87 und R93*quater*, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2020 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen;

Aufgrund der am 27. August 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 30. August 2021;

Aufgrund des am 6. Oktober 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.139/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass durch die Verabschiedung eines Dekrets am 8. Juli 2021 die Zahlstelle als Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten errichtet wurde;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 über die Verwaltung und die Aufgaben der Zahlstelle;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2020;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2021 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass die Fortsetzung der Befugnisse zur Ermittlung und Feststellung von Verstößen gegen die Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und seiner Ausführungserlasse sichergestellt werden muss, die den Bediensteten zuerkannt wurden, die zuvor der Direktion der Kontrollen der Abteilung Polizei und Kontrollen des Öffentlichen Dienstes der Wallonien Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugewiesen waren und die nunmehr der Direktion der landwirtschaftlichen Kontrolle der Zahlstelle zugewiesen sind;

In der Erwägung, dass es zur Vermeidung jeglicher Kontroverse über die Zuständigkeit der Bediensteten der Zahlstelle und der Bediensteten der Abteilung für Polizei und Kontrollen notwendig erscheint, ihre Befugnisse zu bestätigen und in allen Angelegenheiten, die in die direkte und elementare Zuständigkeit der Zahlstelle fallen, als Gerichtspolizeibedienstete zu handeln;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass der Wallonischen Regierung aus Gründen der reinen Kohärenz auch eine Änderung von Artikel 41 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen vornimmt;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.87 des Teils VIII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 2019 wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Die Bediensteten der Direktion der landwirtschaftlichen Kontrolle der in Artikel 3 Ziffer 25 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft genannten Zahlstelle ermitteln Verstöße gegen die in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmungen und stellen diese fest.”.

Art. 2 - Artikel R. 93^{quater} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, wird aufgehoben.

Art. 3 - Ein neuer Artikel 93^{quinquies} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“Die Bediensteten der in Artikel 3 Ziffer 25 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft genannten Zahlstelle werden beauftragt, die in Artikeln D.396 Ziffer 3 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten Verstöße zu ermitteln und festzustellen.”.

Art. 4 - In Artikel 41 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2020 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen wird die Wortfolge “Direktion der Kontrollen der Abteilung Polizei und Kontrollen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches” durch die Wortfolge “Direktion der landwirtschaftlichen Kontrolle der in Artikel 3 Ziffer 25 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft genannten Zahlstelle” ersetzt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. November 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/34034]

18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van deel VIII van het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek met het oog op de toekenning van de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie aan bepaalde personeelsleden van het betaalorgaan en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.140, §1;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikel D.252;

Gelet op het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek, artikelen R.87 et R.93^{quater}, als laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2020, betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 september 2021;

Gelet op het rapport van 30 augustus 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 70.139/4 van de Raad van State, gegeven op 6 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de oprichting van het betaalorgaan als administratieve dienst met autonome boekhouding, in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, aangenomen bij decreet van 8 juli 2021;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 betreffende het beheer en de opdrachten van het Betaalorgaan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2021;

Overwegende dat er gezorgd moet worden voor de voortzetting van de bevoegdheden inzake onderzoek en vaststelling van overtredingen van de bepalingen van het Waals landbouwwetboek en de uitvoeringsbesluiten daarvan, die zijn toegekend aan de personeelsleden die voorheen waren tewerkgesteld bij de Directie Controles van het Departement Handhaving en Controles van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, die nu tewerkgesteld zijn bij de Directie Landbouwcontrole van het betaalorgaan;

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt, om elke controverse over de bevoegdheid van de personeelsleden van het betaalorgaan en de personeelsleden van het Departement Handhaving en Controles te voorkomen, hun bevoegdheden te bevestigen en op te treden als agent van de gerechtelijke politie voor alle aangelegenheden die onder de rechtstreekse en primaire bevoegdheid van het betaalorgaan vallen;

Overwegende dat dit besluit van de Waalse Regering, met het oog op coherentie, tevens artikel 41, § 2 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten wijzigt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel R.87 van deel VIII van het regelgevende deel van boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 7 februari 2019, wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt:

“De personeelsleden van de Directie Landbouwcontrole van het betaalorgaan als bedoeld in artikel 3, 25°, van het Waals landbouwwetboek onderzoeken en stellen de overtredingen vast van de bepalingen bedoeld in het eerste lid.”.

Art. 2. Artikel R.93^{quater} van hetzelfde code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 3. Er wordt een nieuw artikel 93^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt:

“De personeelsleden van het betaalorgaan bedoeld in artikel 3, 25° van het Waals landbouwwetboek zijn belast met het onderzoeken en de vaststelling van de overtredingen bedoeld in artikel D.396, 3° van het Waals landbouwwetboek.”.

Art. 4. In artikel 41, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten worden de woorden “Directie Controles van het Departement Ordehandhaving en Controles van de Administratie, in de zin van artikel D.3, 3° van het Wetboek” vervangen door de woorden “Directie Landbouwcontrole van het betaalorgaan als bedoeld in artikel 3, 25°, van het Waals landbouwwetboek”.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Landbouw zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/43032]

28 OCTOBRE 2021. — Ordonnance portant assentiment au Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012 et à l'Accord modifiant le Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles le 27 janvier et le 8 février 2021

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Sortiront leur plein et entier effet :

– le Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012 ; et

– l'Accord modifiant le Traité instituant le Mécanisme européen de Stabilité, signé à Bruxelles le 27 janvier et le 8 février 2021.

Art. 3. Les décisions du Conseil des gouverneurs en application des articles 5, paragraphe 6, *m*), 11, paragraphe 6, 19 et 44, du Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-406/1 Projet d'ordonnance

A-406/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 8 octobre 2021

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/43032]

28 OKTOBER 2021. — Ordonnantie houdende instemming met het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012 en de Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme, ondertekend te Brussel op 27 januari en 8 februari 2021

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Zullen volkomen gevolg hebben :

– het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012 ; en

– de Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme, ondertekend te Brussel op 27 januari en 8 februari 2021.

Art. 3. De beslissingen van de Raad van gouverneurs genomen met toepassing van de artikelen 5, lid 6, *m*), 11, lid 6, 19 en 44, van het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 oktober 2021.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-406/1 Ontwerp van ordonnantie

A-406/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 8 oktober 2021